

# Les Cahiers d'Outre-Mer

Revue de géographie de Bordeaux

237 | Janvier-Mars 2007

Afrique de l'Est : dynamiques urbaines

# Dans le nord-ouest du Kenya, des lieux qui disparaissent et qui émergent au gré des politiques d'intégration

Jean Huchon



### Édition électronique

URL: http://journals.openedition.org/com/671

DOI: 10.4000/com.671 ISSN: 1961-8603

Presses universitaires de Bordeaux

#### Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2007

Pagination: 131-152 ISBN: 978-2-86781-422-8

ISSN: 0373-5834

### Référence électronique

Jean Huchon, « Dans le nord-ouest du Kenya, des lieux qui disparaissent et qui émergent au gré des politiques d'intégration », Les Cahiers d'Outre-Mer [En ligne], 237 | Janvier-Mars 2007, mis en ligne le 01 janvier 2010, consulté le 30 avril 2019. URL: http://journals.openedition.org/com/671; DOI: 10.4000/ com.671

© Tous droits réservés

# Dans le nord-ouest du Kenya, des lieux qui disparaissent et qui émergent au gré des politiques d'intégration

### Jean HUCHON 1

Après les sécheresses des années 1970, la multiplication des centres de sédentarisation est observée un peu partout dans l'Afrique pastorale. Interprété comme une conséquence des dernières crises climatiques ayant touché les éleveurs et leurs troupeaux, le phénomène n'est pourtant pas limité aux domaines pastoraux arides et semi-arides. Sur les hautes terres du Kenya, l'explosion démographique, la pression foncière et le développement du commerce ont aussi donné naissance à de petits bourgs ruraux aux abords des principaux axes commerciaux. Quelles sont alors les particularités de cette évolution dans le nord-ouest du Kenya?

Dans cette région du Kenya, « aucun centre ne dispose de plus d'une rue et de plus d'un immeuble à deux étages » <sup>2</sup>. Conformément aux pratiques (de transhumance notamment) et à l'environnement social des communautés pastorales, il n'y existe pas ou peu de lieux de concentration, mais plutôt une multitude de petits pôles disséminés. Cette configuration particulière est le produit des différentes politiques suivies par l'État au cours du siècle dernier, pour intégrer la région à l'ensemble national kenyan. Ainsi, à partir d'une cartographie précise, une typologie de ces lieux, établie selon leur histoire, leur fonction, leur localisation et leur croissance démographique, révèle les différentes étapes et les rythmes d'intégration suivis par les populations locales.

 $<sup>1.\</sup> Docteur\ en\ G\'{e}ographie: Dynamiques\ Rurales\ (UMR,\ Universit\'e\ Toulouse\ Le\ Mirail,\ INP-ENSAT,\ ENFA); jeanohuchon@yahoo.fr$ 

<sup>2.</sup> D'après les dires d'un commerçant pokot. Le concept de centre (*small town*) varie suivant les groupes étudiés, chacun ayant une représentation du centre différente (un baraquement, une rue, des immeubles en dur, etc.). Souvent, la différence est faite entre les installations temporaires et celles permanentes. Mais, dans certains centres visités les installations en dur sont abandonnées alors que les installations en bois, tôles ou torchis ou paille semblent résister et s'adapter plus rapidement aux évolutions de fonctions (un jour administrative, l'autre jour commerciale ou spirituelle).

Alors que la politique sécuritaire a pendant longtemps consisté à implanter des points de contrôle et de surveillance pour limiter les déplacements des populations, que les politiques de développement des filières agricoles ont mené à l'apparition de marchés et de centres commerciaux reliant directement l'espace local à l'espace national, la dynamique actuelle tend vers une multiplication de micro-centres où s'exercent les aspirations et les pratiques hybrides des populations locales. Ce dernier mouvement insufflé par les politiques de libéralisation des filières agricoles et l'évolution des conditions d'accès au marché, est à l'origine de l'accélération des processus d'intégration.

# I – Des centres de sécurisation hérités des politiques de sécurisation de la période coloniale

Les problèmes de sécurité sont au cœur de toutes les politiques de développement et d'aménagement du nord-ouest du Kenya. Ils se posent dès le début de la conquête coloniale et continuent encore aujourd'hui d'influencer les actions de l'État et des organisations internationales. Ainsi, le premier type de centres référencés est le produit d'un modèle territorial construit dans une perspective de contrôle de l'espace et de protection des populations.

### 1 – Des lieux de sécurisation militaire

Les cartes du nord-ouest du Kenya présentent une vaste plaine encadrée des escarpements du Rift. La toponymie se limite aux noms des montagnes, des escarpements et à quelques lieux disséminés. Ces derniers n'évoquent que positionnement stratégique et influence géopolitique. Bien que certains aient pourtant disparus sous la végétation arbustive, la population locale les évite encore ; ils symbolisent parfois autant la répression que la sécurité (fig. 1).

### a – Les lieux disparus de la conquête coloniale...

Alors que les « patrons européens » prennent possession des terres environnant les lacs du Rift au début du siècle, Mbale et Mumias constituent les deux seuls centres administratifs à partir desquels le nord de la vallée du George Rift est soi-disant contrôlé. Le nord du lac Baringo et du mont Elgon présente en fait peu d'intérêt aux yeux des Britanniques. Ce n'est qu'à partir de 1902, afin de taxer le commerce florissant de l'ivoire que les Britanniques y font quelques incursions. Ils constatent que la région entière est une zone de non droit, où évoluent des bandes organisées par des aventuriers, mais

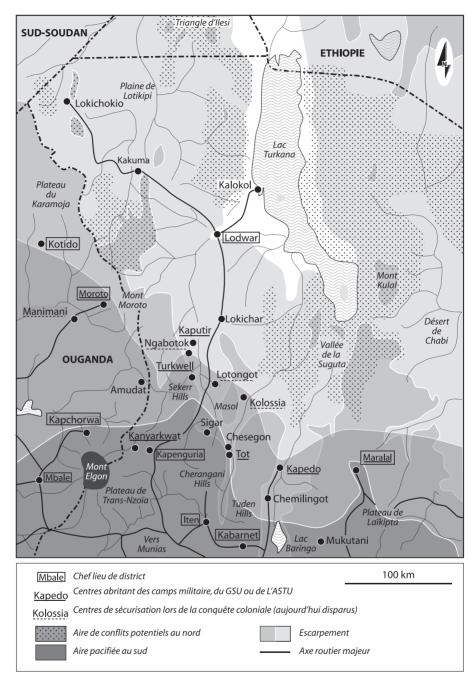


Figure 1 – Camps militaires et centres de sécurisation dans le Nord-Ouest du Kenya.

aussi de plus en plus, par des milices éthiopiennes <sup>3</sup>. En 1907, ils y envoient alors un mercenaire grec, dénommé Zaphiro, qui établit un statut quo territorial et sécurise la frontière du Nord. Entre temps, les communautés pastorales tombent toutefois sous le charme des armes à feu européennes. Certaines sont même assez puissantes pour résister aux contingents des *King's African Rifle (K.A.R.)*. Des bandes armées attaquent notamment jusqu'à l'intérieur du *British East African Protectorat (BEAP)*, menaçant ainsi les fermes coloniales du Sud. Face à l'absence d'autorité dans cette contrée, en 1911, le Nord-Ouest est donc placé sous le contrôle de l'administration militaire qui établit une ligne de fortins suivant les limites latitudinales des différents territoires ethniques reconnus. Ils maintiennent de la sorte une « marche » ou une zone frontière destinée à se normaliser et à s'intégrer d'elle-même au sud du pays <sup>4</sup>.

Un premier type de lieux apparaît donc sur les cartes du Nord-Ouest du Kenya <sup>5</sup>. Leur localisation répond aussi à des considérations logistiques : chaque fortin constitue un relais d'approvisionnement pour les contingents du KAR qui patrouillent dans la vallée du Rift <sup>6</sup>. La supériorité militaire des Britanniques semble ainsi rendre possible la couverture d'une vaste superficie par quelques hommes seulement et l'essentiel des territoires est apparemment sécurisé à partir de 1914. La pacification est cependant loin d'être acquise. Cette « petite guerre » menée par les Britanniques est en réalité perçue comme une « grande guerre » par les communautés visées. Lorsqu'un groupe est pacifié, il faut maintenir une présence, tout en surveillant les groupes voisins.

<sup>3.</sup> Un premier rapport de 1903 mentionne la présence d'un détachement de troupes régulières éthiopiennes au sud de Moroto. Peu après, 600 soldats éthiopiens sont aperçus au niveau du futur district de Turkana (Barber, 1968, p. 52). La même année, un autre rapport explique que les aventuriers ne se contentent plus d'armer leurs guerriers, mais qu'ils distribuent directement les armes aux communautés qui leur sont soumises.

<sup>4.</sup> Le commissaire Saddler qui administre le protectorat ougandais soutient cette politique en ces termes : « It is not desirable to push too quickly amongst tribes in outlying districts who have little to offer at present in the way of commerce and have not yet become accustomed to the sojourn of the white man in their midst. Such tribes should rather be attracted to larger centres where they will see the work of civilisation in progress and begin to appreciate its advantages ». (FOCP 7946, FO-Sadler, 28 janvier, 1901; in: Barber, 1968, p. 35).

<sup>5.</sup> Les postes de Ngabotok (proche de Lakwamoru et de Kaputir), de Lotongot, de Kolossia et de Kapedo sont positionnés pour faire respecter la séparation des Pokot et des Turkana. Deux autres fortins assurent la continuité de la frontière intérieure dans le protectorat ougandais sur le plateau du Karamoja (l'un près de Manimani, l'autre plus au nord en territoire Jie).

<sup>6.</sup> De Maralal, les hommes du KAR doivent pouvoir rejoindre leurs collègues de Mukutani en une journée, d'où il est possible d'atteindre le chef lieu du lac Baringo le lendemain. De là, il est possible de se rendre à Kabarnet où réside l'officier en chef du district de Baringo, puis d'aller à Iten ou Tot, qui ne sont plus qu'à une journée de Kapenguria où vit l'officier en chef du district de la réserve Suk (South) Turkana, qui pourra à son tour voyager jusqu'à Amudat, à un jour de Moroto où séjourne son collègue de l'administration ougandaise dans le Karamoja, etc. Ainsi, une ligne partant de Maralal, puis rejoignant les chefs lieux de Chemelingot, de Tot et de Kapenguria sert à contrôler la région : les forts de Kapedo, de Kolossia et de Lotongot constituant des postes avancés, des relais entre les communautés de ce Nord insoumis et leurs nouveaux dirigeants.

La hiérarchie britannique tente alors de trouver des intermédiaires locaux pour déléguer son pouvoir, suivant ainsi le principe de l'*indirect rule*. Or, plus ils se penchent sur la question, plus ils identifient un nombre croissant d'ethnies, sans pour autant percevoir de structures politiques centralisées sur lesquelles s'appuyer. La mise en place d'une administration suivant le principe de l'*indirect rule* apparaît donc très vite difficile à instaurer. Aussi, les fortins, aux fonctions de relais strictement sécuritaires jusqu'alors, deviennent peu à peu des lieux centraux à partir desquels l'administration militaire exerce un contrôle relatif et administre la région jusqu'à l'Indépendance.

## b – L'émergence de nouveaux centres de sécurité sur les limites administratives...

À l'Indépendance, l'administration civile prend position dans le district. Les forts et autres camps militaires continuent d'occuper une place importante dans le paysage étatique du nord-ouest du Kenya. Au début des années 1970 notamment, les raids entre Pokot et Turkana reprennent <sup>7</sup>. L'État kenyan tente alors de s'interposer entre les groupes en conflit, suivant le même principe de positionnement des fortins des années 1910-1920. Les forces gouvernementales établissent leurs campements sur les limites administratives, cloisonnant ainsi les groupes au sein de districts ethniquement homogènes, des Turkana dans le district de Turkana, des Pokot dans le district de West-Pokot. Ce processus s'accélère à la fin des années 1970, date à laquelle la politique du gouvernement Moi consiste à multiplier les groupes paramilitaires : les home guards, mais surtout le General Service Unit (GSU), l'Anti Stock Thief Unit (ASTU).

Deux camps militaires (à Kaputir et dans la vallée de la Suguta) forment ainsi une première ligne de contrôle au sud du district de Turkana (deuxième degré de latitude nord). Au nord de 1° de latitude Nord, les camps de Maralal, de Kapedo, de Tot, de Turkwell et de Kanyarkwat permettent aux hommes du GSU de tenir une seconde ligne. À Maralal, ils dominent l'escarpement oriental. À Kapedo, ils sont présents depuis 1971 et exerce un contrôle très relatif de la limite administrative séparant les districts de Turkana et de Baringo. À Chesegon, ils surveillent les limites administratives West-Pokot/Marakwet et Marakwet/Baringo depuis 1975. À Kanyarkwat, le GSU garde un œil à la fois sur la limite du district de Trans-Nzoïa et sur la frontière internationale qui sépare les Pokot des Sebeï. Enfin, un dernier camp domine le barrage stratégique de Turkwell : mis en place en 1984 à proximité du chantier du barrage, qui débute tout juste à l'époque, sa mission est d'en protéger l'accès et les environs.

<sup>7.</sup> En 1972, la grande majorité des 1 234 habitants recensés en 1969 sur la plaine de Masol fuient ; ils ne sont plus que cinq en 1979, et en 2000, aucun habitant ne vit à moins de 20 km de la limite administrative séparant les districts de Turkana, de Baringo et de West-Pokot.

Contrairement à la période précédente qui avaient vu l'émergence de lieux d'interdiction que les populations évitaient de peur d'avoir affaires avec les militaires britanniques, certains de ces camps sont aujourd'hui de véritables centres de sédentarisation, où les éleveurs victimes des raids tentent de trouver refuge et sécurité. En réalité, ils y sont comme prisonniers, ne pouvant sortir du périmètre sécurisé par des militaires et des policiers qui insistent sur la dureté de leur vie et le recours fréquent aux armes automatiques, non pas pour protéger les populations locales, mais pour assurer leur propre sécurité <sup>8</sup>.

### 2 – Des lieux de sécurité humaine...

De l'Indépendance au milieu des années 1980, la région est confrontée à de sérieux problèmes de sécurité, physique, économique et alimentaire. Les raids, les sécheresses et les famines sont autant de crises qui limitent tout essor économique et conduisent les éleveurs vers les périphéries des centres administratifs ou idéologiques : 45 % de la population turkana, par exemple, vivrait à moins de 5 kilomètres d'un centre.

# a – ... une croissance des centres administratifs alimentée par un afflux de réfugiés

Les deux principaux pôles que constituent Lodwar et Kapenguria profitent largement de leur statut de chef-lieu de district : non pas que cette fonction joue un rôle décisif dans leur développement – elle influence tout juste l'orientation du réseau de pistes destinées à véhiculer les agents de l'administration et du développement local – mais elle leur accorde une image rassurante de centre de sécurité. Dans le district de Turkana, Lodwar est un ancien poste militaire du *King's African Riffle*, dont la position stratégique permettait de contrôler le nord de la vallée du Rift. À l'Indépendance, l'ensemble des bureaux, départements et divers services des ministères s'y installent, et un bon nombre d'administrateurs s'ajoute aux contingents militaires. À la même époque, dans le district de West-Pokot, la croissance urbaine du centre administratif de Kapenguria est absorbée par Makutano, son satellite, situé à 5 km de Kapenguria et où résidaient déjà des fonctionnaires africains sous la colonisation.

Ces contingents d'administrateurs ne constituent en fait qu'une infime partie de la population de Lodwar et de Makutano. Leurs présences garantissent toutefois une relative sécurité. Ainsi, plus que leur fonction administrative, c'est leur rôle de refuge qui contribue à leur croissance. Les périphéries de Lodwar ne se peuplent, par exemple, de Turkana qu'à partir de 1961, lorsque pour la première fois des missionnaires catholiques sont autorisés à s'y installer

<sup>8.</sup> Les preuves de l'insécurité se résumant souvent au nombre de cartouches tirées. (Entretiens personnels, Marich, Kapedo et Kainuk, 2000).

pour distribuer une aide alimentaire d'urgence aux victimes de la sécheresse. Le phénomène s'amplifie tout au long des années 1980 et 1990 : en 1989, Lodwar est une ville de 3 000 habitants, autour de laquelle vivent entre 20 000 et 40 000 personnes suivant les saisons ; dix ans plus tard elle compte 34 904 habitants. De la même façon, les réfugiés de Chesegon (touchés par le conflit Pokot/ Marakwet sur l'escarpement des Cherangani) et de Suam (sur la frontière ougandaise) constituent une part importante de la population de Makutano : centre commercial accueillant 13 363 habitants en 1989, avec un taux de croissance annuelle de 10,5 %, sa population s'élève ainsi à 48 730 habitants en 1999.

# b – Des lieux de production semi-sédentarisés nés du développement

Le problème de l'accueil des réfugiés se pose plus particulièrement au début des années 1970. De plus en plus d'éleveurs ont tendance à s'installer de façon définitive en périphérie des centres lorsque les distributions alimentaires cessent. Ces concentrations posent d'importants problèmes de dégradation des sols et de la strate herbacée (érosion, auréole de désertification). Un certain nombre d'ONG et d'organisations internationales, estimant par ailleurs que la relation entre sédentarisation et agriculture va de soi, commencent donc à envisager l'aménagement de périmètres irrigués, aires agricoles, capables de réduire la dépendance des éleveurs vis-à-vis du bétail ; cela convient tout à fait aux ambitions de l'État qui cherche justement à limiter leurs mouvements pour mieux les contrôler (fig. 2).

Cette approche motive la création de plusieurs périmètres d'irrigation dans le nord-ouest du Kenya entre 1966 et 1978 : dans le district de Turkana, Kekarongole est créé en 1966 et Katilu en 1970 ; Amolem voit le jour dans le district de West-Pokot en 1975 <sup>9</sup>.

Situé sur la limite administrative séparant les districts de West-Pokot et de Turkana, ce dernier périmètre est assez caractéristique. Il est destiné à accueillir des réfugiés pokot et turkana. Malgré le souci de l'Église Catholique Romaine (RCC), qui s'installe à la direction du périmètre et construit une église et une école dans le but de recréer une communauté locale homogène, la cohabitation entre les groupes ethniques apparaît problématique au moment où des raiders turkana pillent justement les environs du côté pokot.

<sup>9.</sup> Dans les districts de Mandera et d'Isiolo (*Northeastern* Province), les périmètres de Mandera et de Mertie sont mis en place à la même époque, s'y ajoutent Mbalambala et Malka Dakaa en 1976, puis Gafarsa, en 1979. Ces périmètres irrigués sont en partie financés par l'État kenyan, mais avec un fort soutien de la FAO, du PNUD et de l'Église Catholique. Par ailleurs, ils sont tous établis en dehors des centres administratifs, sur des lieux choisis selon des critères agronomiques (eau et fertilité) et pour leur isolement (pour recréer un microcosme communautaire sans trop d'interférences extérieures).

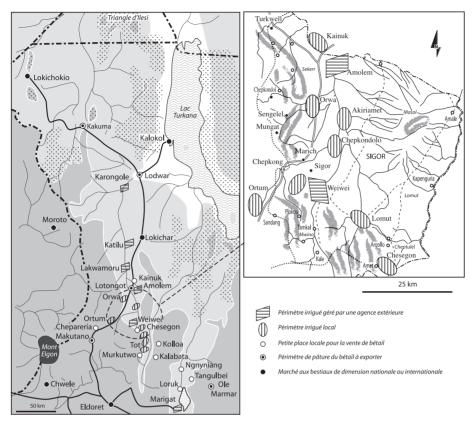


Figure 2 – Périmètres irriqués dans le Nord-Ouest du Kenya.

En fait, la population du périmètre évolue au rythme des saisons, mais aussi d'année en année. Le nombre maximal de 220 familles de cultivateurs est atteint en 1984, nombre qui dépasse le nombre des habitants permanents de la plupart des centres administratifs des districts de West-Pokot et de Turkana. Bien que les champs soient systématiquement accordés aux chefs de famille, ceux-ci sont le plus souvent à la recherche d'emploi dans les centres administratifs ou bien deviennent bergers pour d'autres personnes, et migrent ainsi pour des saisons entières. De fait, la population du périmètre est principalement composée de femmes et d'enfants qui perdent leurs champs lorsque le chef de famille ne revient pas pour la saison des récoltes. Les champs changent donc de mains rapidement. Les éleveurs, encore dépendants de l'aide alimentaire, ne s'impliquent pas durablement dans l'activité agricole. Plusieurs projets de « food for work » sont organisés pour les inciter à labourer, désherber ou entretenir les canaux d'irrigation. Malgré cela, la production agricole est tout juste suffisante pour subvenir aux premiers besoins. Peu de surplus sont dégagés et de toute façon les possibilités de commercialisation sont quasi inexistantes.

Alors que la création de ces périmètres repose sur la nécessité de préserver l'environnement, des auréoles de désertification se dessinent progressivement autour, à cause des déboisements intensifs et du surpâturage des caprins que possèdent encore quelques cultivateurs. En fait, l'objectif des populations d'Amolem, comme dans bon nombre d'autres périmètres du même type, est de retourner à la vie pastorale. À leurs yeux, l'agriculture n'est pas une alternative à l'élevage, mais un moyen de reconstituer leur capital bétail. Pour cela, ils investissent le peu qu'ils ont dans l'achat de quelques chèvres, ce qui mène rapidement à une dégradation notable du couvert arboré en périphérie du périmètre irrigué.

Le périmètre d'Amolem vit et survit par les financements des organisations internationales, puis de la coopération norvégienne jusqu'en 1985. Une fois les bailleurs retirés, il est abandonné définitivement dans l'indifférence. D'autres périmètres irrigués existent encore, tel Lakwamoru et Weiwei, sous le contrôle de l'église catholique ou de la coopération (italienne). Cependant, ils produisent essentiellement des cultures de rente (fruits et légumes) vendues sur les marchés du sud du pays. Leurs populations ne sont pas des réfugiés, il s'agit plutôt d'entrepreneurs sédentaires tournés vers l'économie de marché.

# II – Logiques de localisation et nouvelles dynamiques des centres commerciaux

Dès la fin de la période coloniale, les autorités en charge du développement tentent d'influencer et de contrôler les productions locales pour répondre à la demande des centres urbains naissants. Plusieurs types de centres voient ainsi le jour pour servir de relais entre le local et le national, le rural et l'urbain, aux dépens des échanges locaux entre agriculteurs et éleveurs. Ce processus est toutefois stoppé net par les mouvements de libéralisation des filières agricoles au cours des années 1990. Ces derniers engendrent aujourd'hui des dynamiques endogènes illustrées par l'apparition de nouveaux petits pôles mieux adaptés aux évolutions aléatoires du marché.

# 1 – Des centres hérités de la structuration des filières agricoles : entre marchés urbains et marchés ruraux

Parallèlement à la politique de sécurisation, l'État colonial, puis indépendant, a longtemps tenté de contrôler les échanges économiques locaux : d'abord par la création de marchés censés canaliser les productions locales, puis à travers l'organisation de filières marchandes destinés à les exporter vers le Sud. Conçues dans une logique d'intégration verticale, ces dernières

s'appuient localement sur des lieux centraux faisant le lien entre le milieu rural et le milieu urbain.

# a – L'essor de Makutano, sous l'influence des Terres Blanches de Trans-Nzoïa

Les premières tentatives de développement du commerce en milieu rural servent finalement la seule croissance de Makutano. À partir de 1946, les Britanniques imposent, par exemple, un système de permis de commerce pour inciter les populations à créer des épiceries. Cependant, la plupart des Pokot et des Turkana qui se lancent dans l'activité commerciale s'arrêtent rapidement par manque de capital ou plus sûrement par manque d'intérêt. Les Britanniques motivent alors plusieurs Indiens à venir s'installer dans la région. Ces derniers évoluent déjà dans les grands centres coloniaux de l'époque. En plus d'acheter les productions locales contre de l'argent et pour le compte de l'administration, ils vendent les produits manufacturés fortement taxés. Leur présence commerciale reste toutefois circonscrite au centre de Kapenguria et à son satellite Makutano, qui concentrent la grande majorité des boutiques à la veille de l'Indépendance.

Influencé par l'installation des colons européens sur le plateau de Trans-Nzoïa et par l'extension de la voie ferrée Mombassa-Kisumu durant l'Entre-deux-guerres, le centre économique de Makutano est en plein essor. Bien que le district de Trans-Nzoïa soit considéré comme une terre exclusivement réservée aux Blancs, le caractère ségrégationniste de la société coloniale ne signifie pas pour autant une séparation sans contact. Au contraire, le modèle de l'agriculture de rente influence la réserve indigène. Les fermes coloniales emploient notamment un grand nombre d'Africains qui, puisqu'il leur est interdit de séjourner dans le district de Trans-Nzoïa, vivent à proximité de Makutano. Ainsi, ce centre se comporte comme un pôle de diffusion de la modernité, stimulant le développement du commerce et de l'agriculture de rente dès les années 1940, et à l'Indépendance, le modèle de développement de l'agriculture de rente initié par la société coloniale se diffuse dans les divisions au sud du district de West-Pokot.

Plus au Nord, en milieu rural, l'essor du commerce est essentiellement dû aux grands programmes d'aménagement et de développement des filières commerciales au cours des années 1970. Ces filières – celles du bétail et des céréales – s'appuient sur un certain nombre d'infrastructures locales, tels que les périmètres de pâture (*holding grounds*) et les centres d'achat (*sales yards*) pour l'exportation du bétail, puis les dépôts pour l'approvisionnement en céréales, qui constituent autant de lieux de pénétration de l'économie de marché.

#### b – Les marchés aux bestiaux

Jusqu'en 1987, les marchés aux bestiaux sont créés et organisés par le *Livestock Marketing Department* (LMD). Selon un schéma d'aménagement bien précis, les commerçants s'approvisionnent en milieu rural, envoient leurs animaux sur les périmètres de pâture pour les soumettre aux mesures de contrôle vétérinaire, avant de les répartir vers les marchés et de les vendre à des commerçants qui se chargent à leur tour de les orienter vers les abattoirs d'État. Les diverses infrastructures du LMD (périmètres de pâture et marchés aux bestiaux) sont positionnées non pas pour répondre à l'offre, mais pour assurer une bonne couverture territoriale. En 1988, le LMD dispose ainsi de trente *holding grounds*, dont la localisation ne correspond pas forcément aux meilleures zones de production : le périmètre de pâture de Lotongot, par exemple, couvre 10 000 ha au centre d'un *no man's land*. Une telle organisation spatiale s'avère relativement coûteuse pour le LMD, qui perd finalement le contrôle de la filière lorsque la libéralisation du marché est annoncée en 1987.

La filière suit actuellement une organisation verticale allant de petites places commerciales réservées aux producteurs pastoraux jusqu'aux grands marchés urbains. Un premier type de marché accueille les animaux des producteurs isolés en milieu rural : Kapenguria (un marché informel situé sur la Kerio), Kolloa, Kalabata, Ngyniang, Orus, Tangulbeï, Lomut. Les infrastructures sont limitées et peu de commerçants professionnels travaillent à ce niveau. L'information sur les prix réels y circule mal et est en partie biaisée par des intermédiaires qui cherchent à obtenir les prix les plus bas possibles pour tenter d'anticiper les fluctuations de prix sur le second marché. Si les seconds marchés proposent des prix plus élevés, leur emplacement répond surtout aux besoins des commerçants opérant à plus large échelle. Ils sont en retrait des principales zones de production, sur les axes accessibles aux camions qui exportent les animaux vers les grands marchés nationaux et internationaux. Il s'agit des marchés de Lodwar et de Kainuk dans le district de Turkana, mais surtout de Chepareria dans le district de West-Pokot et de Loruk dans le district de Baringo, qui alimentent les marchés urbain d'Eldoret, de Nakuru, de Nairobi et de Chwele.

#### c – Les centres de collecte et de stockage du NCPB

À l'Indépendance, l'État est conscient que le risque de pénurie alimentaire ne peut être réduit aux seuls facteurs d'insuffisance ou d'absence de production agricole; c'est pourquoi, il agit concomitamment sur l'augmentation des rendements et sur l'organisation de la commercialisation (réseaux, transport, marchés et centres de collectes). Pour mener à bien les objectifs définis – sécurité alimentaire nationale, gestion de la distribution entre régions

excédentaires et régions déficitaires – l'État crée le NCPB (National Cereal Produce Board). Le rôle de cet organisme para-étatique est d'acheter les céréales produites, d'en gérer la commercialisation et de constituer des stocks en prévision des famines. Dans le but de gommer les inégalités et les disparités régionales, l'intervention du NCPB s'appuie sur un réseau de dépôts disséminés dans tous les centres administratifs du pays. Dans le nord-ouest du Kenya cette politique se traduit par la construction de hangars à Makutano et à Lodwar, mais aussi à Sigor et à Ngyniang dans des zones largement déficitaires. Bien que constituant des lieux de référence lors des campagnes de distribution alimentaires, ces derniers dépôts sont le plus souvent vides.

Suite à la libéralisation de la filière au cours des années 1990, ces dépôts sont définitivement désertés par les producteurs locaux, au profit d'une multitude de centres de collecte, regroupant chacun quelques entrepôts de tailles limitées. Cet éparpillement répond plus efficacement à la dispersion des zones de culture et à la faible quantité des céréales commercialisées. Ils servent de lieux de concentration des productions à exporter hors du district (maïs pour l'essentiel, mais aussi millet et sorgho) et de lieux de stockage des produits manufacturés diffusés par la suite dans la plaine et les vallées isolées. Le plus important d'entre eux, à quinze kilomètres de Makutano, est Chepareria. À trente kilomètres de là, le centre d'Ortum accueille, quant à lui, les commercants qui alimentent la montagne en produits manufacturés. Son marché hebdomadaire est fréquenté au moins une fois dans l'année par les agro-pasteurs qui y vendent leurs productions de millet. Chepkong, composé d'une dizaine d'entrepôts rangés les uns contre les autres, constitue, malgré les apparences, un important centre de collecte de maïs pour la région <sup>10</sup>. Son site est stratégique : sur la route de Kapenguria, au cœur de la vallée de la Muruny, entre les montagnes Cherangani au sud et Sekerr au nord. De là, les grossistes ont les moyens d'accueillir les transporteurs contractés par les commercants opérant sur le district de Trans-Nzoïa. Ce centre n'abrite cependant aucun commerce de proximité, ni hôtel, ni bar, ni épicerie. Enfin, plus haut vers le nord, dans le district de Turkana, on retrouve de tels centres (Kainuk et Lokichar) tous les 50 km jusqu'à Lodwar. L'existence de ces derniers pôles ne tient toutefois qu'au trafic routier : il s'agit de « non-lieux » dont la pérennité dépend en partie de la continuité des transports de marchandises destinées aux camps de réfugiés de Kakuma et à la base logistique des organisations humanitaires de

<sup>10.</sup> Chepkong apparaît une première fois en 1975 autour de la baraque d'un commerçant indien qui rachète l'or des orpailleurs de la rivière Wei-Wei et des Sekerr. Le centre grossit avec les sécheresses de 1975 et 1984 (tous les Pokot se mettent alors à rechercher de l'or afin de trouver de l'argent pour acheter de la farine), puis disparaît un temps, pour réapparaître dans les années 1990, en tant que principal centre de gros des producteurs de maïs des Sekerr et point le plus important de la contrebande de *changaa* (alcool de maïs) de l'ouest du district de West-Pokot.

Lokichokio <sup>11</sup> : les agro-pasteurs profitent du retour à vide des camions pour véhiculer les sacs de céréales vers le Sud.

# 2 – Sur les piedmonts Cherangani : des centres pour l'échange local des productions agricoles et pastorales

Dans le district de West-Pokot, un type particulier de centres secondaires se démarque. Sans jouer un rôle de ville dans le sens où ils ne sont pas forcément pourvus de prérogatives administratives, ils agissent comme des pôles de diffusion de la modernité et de l'urbanité. Ils offrent, même si cela reste limité, des emplois et des logements. Les centres de Sigor, de Lomut et de Chesegon forment ainsi des lieux actifs des transformations socio-économiques et se comportent comme de véritables pôles migratoires à l'échelle locale. Ils occupent une position stratégique sur l'axe reliant l'arrière-pays au chef-lieu du district, d'une part, et sur les piémonts, points de jonction entre la plaine et la montagne, d'autre part. Doivent-ils leur apparition au tracé de la piste ou existaient-ils sous une forme embryonnaire quelconque avant ce tracé ? Il n'est pas aisé de déterminer exactement la part des facteurs exogènes et endogènes responsables de leur croissance. L'ouverture vers les hautes terres offre vraisemblablement un certain nombre d'opportunités économiques. En témoignent aujourd'hui l'essor et l'aménagement du calendrier des marchés hebdomadaires, qui permettent aux commerçants extérieurs de profiter de chacune des places : le mercredi à Lomut, le samedi à Sigor, le dimanche à Chesegon. Ces marchés disposent cependant chacun de leur propre zone d'influence associant les différentes aires de production, pastorales et agricoles, ce qui leur garantit aussi une certaine autonomie.

#### a – Des marchés orientés vers les grands centres nationaux...

Sous la colonisation et jusqu'au milieu des années 1970, ces centres des piémonts Cherangani ont bénéficié des principaux projets de développement local lancés dans la région. Aujourd'hui, l'essentiel des retombées économiques est absorbé par le marché lointain de Makutano.

La fonction administrative de Sigor est à mettre en avant, non pas pour souligner les services qui sont censés y être (absence de Poste, *District Officer* absent, etc.), mais parce que l'État colonial, puis indépendant, a fortement participé au développement de l'agriculture de sa périphérie. La réhabilitation du réseau de canaux d'irrigation traditionnels dans les vallées qui surplombent Sigor, par exemple, a permis l'émergence d'une production maraîchère

<sup>11.</sup> En 2000, Lokichokio, sur la frontière soudanaise, est le plus grand aéroport de fret d'Afrique. C'est là que sont installées les organisations humanitaires opérant dans le Sud-Soudan, en Erythrée et en Somalie. À une centaine de kilomètres plus au sud, Kakuma est un camp du Haut Commissariat aux Réfugiés (HCR) où vivent 80 000 personnes depuis 1991.

régulière (bananes, mangues et autres fruits) à valeur ajoutée bien plus importante que le maïs. Avec la construction, en 1984, de la route Kapenguria-Lodwar qui passe à moins d'une dizaine de kilomètres de là, et la création d'un périmètre d'irrigation par la coopération italienne au début des années 1990, Sigor est rapidement devenu un centre économique de poids pour le commerce des produits agricoles dans le district. Son influence déborde aussi sur le district de Trans-Nzoïa, puisque la vocation du périmètre d'irrigation moderne est d'alimenter en graines hybrides le marché national. Pour autant, les investissements des populations locales sont principalement orientés vers Makutano, où bon nombre des résidents de Sigor sont désormais propriétaires d'épiceries.

Le centre de Lomut, quant à lui, abrite le plus important marché officiel de bétail de la plaine de Masol, attirant aussi bien les commerçants de Makutano, que les producteurs ruraux. Très récemment, ce centre est surtout devenu le principal marché aux fruits de la région, un essor surtout dû au déclin de la production fruitière du centre voisin de Chesegon après le début des conflits marakwet en 1993. À cette date, les producteurs des piémonts environnant Lomut ont intensifié la culture déjà ancienne du manguier (certains en possèdent désormais près d'une centaine). Les produits sont directement exportés vers le district de Turkana (à Lokichokio et à Kakuma) et dans l'ouest du Kenya. Ce commerce fait aujourd'hui la fortune de quelques Pokot qui, tout comme le font ceux de Sigor, investissent dans des épiceries ou d'autres commerces à Makutano.

Le centre de Chesegon, enfin, a longtemps été un des marchés majeurs des Cherangani. Marakwet et Pokot s'y retrouvaient chaque semaine pour y échanger leurs productions. Aujourd'hui, du fait du conflit les opposant, la population a déserté le centre pour trouver refuge sur les escarpements ou plus sûrement à Makutano, où elle constitue un important groupe de pression au niveau des autorités politiques locales du *county council*.

## b – ... mais des marchés localement autonomes

Bien qu'ils aient des relations assez intenses avec Makutano et le marché national, ces centres disposent chacun de leur propre zone d'influence locale, perceptible à travers la richesse des échanges de proximité qui y sont conclus ; c'est ici que viennent s'approvisionner les éleveurs partant en transhumance à la rencontre des agro-pasteurs des montagnes et les commerçants de produits manufacturés venant des hautes terres. Leur importance n'est donc pas nécessairement rendue par un rapport de taille, mais par l'étendue de leur zone d'influence, laquelle est déterminée par leurs satellites qui ponctuent les chemins les reliant aux espaces les plus isolés. Trois types d'acteurs se côtoient sur les marchés : les commerçants y résidant, les gens originaires de la plaine et les gens originaires des montagnes.

Les quelques personnes qui y vivent sont des commercants ou des salariés. Leur position leur permet d'être les premiers à percevoir les nouvelles opportunités économiques <sup>12</sup> et à diversifier leurs activités : commercialisation du bétail de leurs associés restés en milieu rural, de céréales, de produits vétérinaires, de biens de consommation courante. Ces individus, partagés entre « modernité » et « tradition », milieu urbain et milieu rural, sont les forces vives de l'intégration économique et jouent sur les différents espaces sociaux pour adapter leurs commerces aux fluctuations de l'offre et de la demande. Ainsi, leur réussite dépend à la fois de liens solides avec les grands centres urbains de Makutano ou même de Kitale et de leurs relations avec le milieu rural environnant. Les individus, plutôt confortés par leurs liens avec « l'extérieur », peuvent être distingués de ceux qui disposent surtout d'une base en milieu rural. Pour les premiers, souvent étrangers à la région (d'origine somali pour la plupart), le commerce dépend de leur capacité à maintenir de bonnes relations en proposant des prix concurrentiels pour s'affirmer dans une activité souvent spécialisée (la vente de produits manufacturés généralement). Ils n'interviennent jamais directement dans les affaires locales, mais passent par l'intermédiaire d'employés locaux vivant dans la première couronne périphérique du centre <sup>13</sup>. Pour les seconds, le plus souvent originaires des montagnes surplombant le centre, le commerce est une activité parmi d'autres. Ils possèdent aussi des terres et vendent l'essentiel de leur production agricole pour investir dans un élevage commercial ou pour le développement de leur(s) épicerie(s). Les plus ambitieux poursuivent généralement leur ascension sociale en ouvrant un nouveau magasin à Makutano. Leur réussite tient bien évidemment à leur ambition et à leurs capacités personnelles, bien que leur origine géographique soit tout aussi déterminante, puisqu'elle explique, dans une certaine mesure, la qualité de leurs relations locales. Il y a, sur ce dernier point, une nette différence entre les gens originaires de la plaine et ceux des montagnes : ils n'utilisent pas les centres de la même manière.

Les individus originaires de la plaine doivent faire face à l'absence de points d'ancrage de la « modernité » (modèle d'économie de marché) : il n'y a pas d'école, pas de dispensaire, peu d'épiceries ; ils n'ont donc pas d'alternatives intermédiaires entre le milieu rural et le centre de piémont <sup>14</sup>. La fréquence

<sup>12.</sup> Par exemple, lorsqu'un projet de développement local adressé aux catégories sociales les plus marginales ou aux populations rurales est mis en place, ils sont les premiers informés et paradoxalement les premiers à en profiter.

<sup>13.</sup> Hjort (1990) dénomme ces employés les « town based pastoralists » ou « part time pastoralists » à Isiolo. La référence à leurs rôles et leurs activités se fait parfois sous les termes de « new pastoralism » ou d'« urban pastoralist » (Salih, 1995; Hjort, 1990; Little, 1985).

<sup>14.</sup> L'éducation et l'apprentissage du swahili sont souvent des préalables pour avoir accès aux meilleures opportunités économiques : c'est une promesse pour trouver du travail. Or, les jeunes adolescents des familles pastorales, continuellement en charge de la surveillance des troupeaux à proximité des campements, ne fréquentent que peu les écoles éloignées. Ce n'est pas le cas des enfants d'agro-pasteurs,

des visites aux marchés est variable. De manière générale, peu d'hommes y viennent en saison sèche puisqu'ils sont en transhumance. La plupart d'entre eux s'y rendent plutôt en saison des pluies pour « voir et discuter » et acheter des produits vétérinaires <sup>15</sup>. Les femmes, pour leur part, y vont surtout vendre le lait, lorsque la production est à son plus haut niveau en saison humide. Avec les quelques sous gagnés, elles achètent sucre, farine et autres produits de première nécessité avant de rentrer au campement à la nuit tombante ; ces jours de marché, elles peuvent parcourir jusqu'à 70 km, quittant le campement avant que le jour ne se lève pour arriver sur le marché aux alentours de 11 heures du matin et repartir vers 17 heures pour atteindre leur campement bien après la tombée de la nuit. De tels déplacements sont avant tout guidés par les besoins essentiels de la maisonnée.

Les agro-pasteurs des montagnes visitent aussi régulièrement les centres pour vendre une partie de leur production. Contrairement aux éleveurs de la plaine, leurs déplacements sont plus fréquents au cours de la saison sèche, une fois le maïs, puis les mangues, récoltés. En saison des pluies, de juin à septembre, ils s'approvisionnent plutôt auprès d'épiciers locaux, dont les baraques regroupées forment des micro-centres au sommet de l'escarpement. Ces nouvelles places commerciales sont des points de sociabilité captant la clientèle des vallées isolées. Les personnes âgées ou les agro-pasteurs qui ne trouvent pas d'intérêt à rejoindre les centres viennent y vendre ou y échanger de petites quantités de leurs productions chaque fois que les besoins de leur maisonnée le requièrent.

# 3 – Émergence et diffusion du modèle des micro-centres : des évolutions marquant le niveau d'intégration au marché

Depuis quelques années, la croissance démographique, le ralentissement de l'exode rural et la densification de plus en plus forte de la population contribue à l'émergence spontanée de micro-centres <sup>16</sup>. Les lieux centraux pensés dans

dont les familles tentent toujours -tant bien que mal- de financer la scolarité. On peut distinguer deux types de pasteurs urbains. Ceux qui sont installés de façon permanente en ville, qui sont propriétaires de bétail et emploient un berger (absent pastoralist): il faut alors savoir quel est leur intérêt à résider dans le centre (leur commerce, par exemple, mais ils peuvent aussi être arrivés dans le centre après que leur père ait cédé le troupeau familial à leur frère); et ceux qui opèrent des migrations temporaires ou saisonnières dans les centres, de façon aléatoire ou suivant un schéma défini (à titre d'illustration, nous avons rencontré une femme à Kampi Ya Samaki, dont le mari avait installé chacune de ses quatre femmes dans des centres différents). Au lieu de résider en permanence en périphérie d'une petite ville, l'éleveur préfère, dans ce cas, transhumer entre ces différents points, ce qui lui permet de garder un pied dans le système pastoral et de pouvoir y retourner quand il le souhaite. En outre, sa connaissance particulière de ces places commerciales lui apporte un certain prestige auprès des autres éleveurs de l'arrière pays. Les individus suivant ce type de transhumance jouissent d'ailleurs souvent d'un rôle politique dans leur communauté: ils deviennent des sortes de « patrons » en milieu rural.

<sup>15.</sup> Les animaux sont plus souvent malades au retour des transhumances et en saison des pluies, lorsque l'humidité est plus élevée et les tiques plus nombreuses.

<sup>16.</sup> L'intensification et la diversification des systèmes de culture et d'élevage est aussi à mettre en cause.

les années 1970 perdent ainsi de leur croissance au profit de ces pôles aux infrastructures de bois et de tôles. Cette dynamique répond autant aux intérêts des commerçants qu'à la volonté d'intégration dont font aujourd'hui preuve les jeunes générations. Sans doute mieux adaptées aux débouchés commerciaux et aux fluctuations du marché de part leur flexibilité, ils constituent les premiers points de collecte, orientant les productions locales vers des places commerciales plus spécialisées qui se chargent à leur tour de les exporter hors du district. Il s'agit en cela de points intermédiaires obligés entre le local et le national.

### a - D'anciens centres en réhabilitation...

Au pied de l'escarpement des Sekerr, Marich et Orwa sont deux centres qui disposaient sans doute autrefois des mêmes caractéristiques que les centres de piémonts des Cherangani. Ils ont cependant perdu de leur influence au cours des années 1990 suite à la détérioration des conditions de sécurité. Le nombre de résidents permanents est donc encore aujourd'hui extrêmement limité. Il n'y a pas de marché hebdomadaire. Le potentiel de leur site est pourtant largement reconnu. C'est pourquoi, ils constituent toujours des points de référence particulièrement importants dans l'espace local.

Créé en 1965, Orwa a longtemps été un important marché, accueillant chaque semaine des commerçants turkana et les agro-pasteurs pokot des Sekerr <sup>17</sup>. À partir de 1997, ce centre a pourtant subi des attaques répétées de la part des Turkana, conduisant ses habitants à déserter la zone pour trouver refuge sur les escarpements des Sekerr. Marich abrite, quant à lui, une population hétéroclite, originaire de Chesegon, d'Orwa, de Masol et des Sekerr. Il s'agit sans doute du centre le plus ancien de la région, choisi par les Britanniques dès les premières heures de la colonisation pour accueillir un fort et une prison. Les fonctions militaires n'ont jamais impulsé le développement des échanges ; au contraire, la présence des militaires a sans doute influencé l'abandon d'un système d'irrigation dans les années 1920. Lors de la construction de la route A1 – de 1979 à 1983 –, près de 600 travailleurs s'y sont installés, suscitant des espoirs d'essor commercial, vite déçus à la fin des travaux ; trois à quatre épiceries seulement subsistaient en 1999.

Depuis 2002, l'amélioration des conditions de sécurité laisse présager un prochain dynamisme. Ces centres occupent effectivement une position d'interface, sur les parcours de transhumance, au contact de la zone pastorale et de la zone agricole des Sekerr, et sur la route A1 reliant Makutano à Lodwar. Orwa notamment est l'objet de toutes les attentions depuis la réhabilitation d'un canal d'irrigation par une organisation internationale. Seul point de passage

<sup>17.</sup> De fait, de nombreux anciens des Sekerr ont des épouses d'origine turkana. Il y a, par ailleurs, de nombreux autres signes des relations suivies entre les Sekerr et les Turkana, dans l'artisanat, le langage, les jeux, etc.

reliant les plaines du Nord aux hautes terres du Sud<sup>18</sup>, Marich accueille pour sa part un important contingent de policiers chargés d'assurer la protection des véhicules qui partent vers le Nord. Les commerçants opérant dans le district de Turkana ont donc choisi ce lieu pour attendre les camions susceptibles de transporter leurs marchandises ; près de quatre cents véhicules passent chaque jour, des transports en commun, mais surtout des poids lourds en direction de Lokichoggio et de Kakuma. Ces deux sites stratégiques sont donc aujourd'hui peu à peu reconquis par les populations locales : alors que les agropasteurs des Sekerr redescendent de plus en plus nombreux à Orwa depuis quelques années, le nombre de petites épiceries tend à se multiplier à Marich.

# b – Des micro-centres et des kiosks <sup>19</sup> mobiles, à la recherche des clients

Le long des chemins quittant les centres les plus importants, apparaissent désormais de nouveaux lieux de référence locale. Organisés en chapelet tous les 3 à 10 km suivant le relief et la densité de la population, la multiplication de ces points est caractéristique des nouvelles orientations économiques insufflées par les jeunes générations. Ils illustrent notamment leur volonté d'intégrer le marché comme un mode d'émancipation sociale.

Sur les sites stratégiques, au sommet des escarpements, sur les cols et les passes, à la confluence de rivières ou au carrefour de chemins, le regroupement d'une dizaine de baraques donne naissance à de petits centre. La pérennité de ces micro-centres ne va pas de soi, et les baraques construites en bois et tôles peuvent facilement être déplacées. Les exemples sont nombreux. Le centre de Mariny, par exemple, a longtemps été situé sur le bord d'un chemin, mais l'installation d'un grossiste à 500 m du lieu originel a contribué à son déplacement. De même, Sengelel, autrefois au bord de la rivière, s'est repositionné 500 m plus haut sur la colline lorsque les orpailleurs ont changé de site d'exploitation. Développé à proximité de l'école primaire à la suite des distributions alimentaires de 1984, les *kiosks* du centre de Mungat ont aussi été déplacés pour profiter de la clientèle d'un *posho mill* qui s'installa à 300 m de là au début des années 1990. Malgré ces déplacements, le nom des places originales continue pourtant de définir les places commerciales actuelles.

Tous les jeunes mariés de 25 à 30 ans qui n'en possèdent pas encore, souhaitent un jour disposer de leur propre point de vente : c'est le moyen le plus rapide de s'enrichir et d'acquérir une reconnaissance sociale en dehors du strict voisinage. Ainsi, après leur circoncision, les jeunes hommes qui héritent d'une part du bétail familial et de quelques acres de terre entreprennent souvent de se lancer dans une activité commerciale. Ils vendent l'essentiel de

<sup>18.</sup> Le terme de Marich signifie « la passe » en pokot.

<sup>19.</sup> Les kiosks sont de petites épiceries le plus souvent en bois, en tôles ou en terre.

leur production pour investir dans la construction d'un *kiosk* et l'acquisition d'un stock d'épicerie : le *kiosk* est l'étape obligée pour acquérir les compétences nécessaires en gestion avant d'éventuellement devenir grossiste.

Le choix de l'emplacement de ces structures de commercialisation dépend. d'un côté, de la clientèle, de son taux de présence et de son degré de participation à l'économie de marché, d'un autre côté, des relations et de la capacité d'investissement de l'épicier. Ainsi, l'enclavement et l'absence de marché à proximité limitent fortement le succès de ces entreprises. Dans ces conditions, l'essentiel des échanges passe effectivement par le troc. La monnaie étant accessoire, l'installation d'un commerce permanent n'est pas vraiment rentable, d'autant plus que les clients ne cherchent pas exclusivement à vendre ou à acheter, mais à se rencontrer pour discuter et obtenir des informations sur les autres communautés : les individus, là-bas, « préfèrent se déplacer sur de longues distances pour rejoindre les grands marchés dans le but de s'approvisionner et surtout de prendre des nouvelles » <sup>20</sup>. Mais établir un commerce est surtout une question de capital d'investissement pour la constitution du stock d'épicerie. Les différences selon les zones géographiques rreposent sur l'importance du stock, proportionnelle au nombre de clients et à leur capacité financière : de fait, les commercants installés dans les micro-centres isolés ont des magasins moins bien achalandés que leurs confrères, marchands à proximité d'un centre secondaire, non pas parce que la clientèle potentielle est moins nombreuse, mais parce qu'elle dispose d'une capacité financière limitée.

Enfin, les étapes de la mise en place de ces structures de commercialisation ne dépendent pas seulement de forces exogènes liées à l'économie de marché. Un certain nombre de facteurs endogènes doivent donc être pris en compte quant à l'emplacement de ces *kiosks*. L'environnement social notamment peut s'avérer prépondérant car il détermine les droits accordés par la communauté pour l'emplacement du *kiosk*. Sur ce point, les relations privilégiées entre les membres d'un clan favorisent parfois la mise en place du commerce, par l'octroi de terres ou de capitaux. Les clans ne jouent cependant pas de rôles directs dans la réussite du commerçant : les clients sont insensibles à l'appartenance clanique du commerçant, seules sont déterminantes la proximité physique, la disponibilité des produits et la possibilité d'acheter à crédit.

L'apparition de ces *kiosks* et micro-centres a introduit d'importants changements en milieu rural. En effet, certains services non assurés par l'État, le sont désormais par ces petits commerçants : citons l'exemple des *kiosks* pharmacies tenus par des élèves infirmiers ne trouvant pas d'emploi à Makutano. Le boom de la construction des *kiosks* a aussi dynamisé l'économie locale,

<sup>20.</sup> Entretien personnel avec un commerçant du centre de Mungat (2000).

ce qui consolide l'implantation des jeunes qui auraient dû partir en ville ou dans d'autres centres plus importants. Ces évolutions motivent les instituteurs à demeurer dans les écoles isolées, ce qui limite le départ des enfants des familles les plus aisés vers les pensionnats des centres urbains et contribue au développement de la scolarisation parmi les couches sociales les plus pauvres ou les plus isolées <sup>21</sup>.

Essaimés dans l'ensemble du nord-ouest du Kenya, les centres de sécurité, peuplés d'éleveurs démunis et sans ressource, présentent une image souvent pessimiste de la situation de la région et contribuent au mythe de la fin du pastoralisme. D'autres lieux témoignent à l'inverse du dynamisme des sociétés locales. Centres des piedmonts et micro-centres souvent ignorés des cartographes – car ils n'ont ni fonction militaire, ni fonction administrative et que leurs activités économiques sont réduites – constituent effectivement des pôles de développement rural <sup>22</sup>. Ils présentent une alternative pour alimenter le marché entre les villes importantes et le milieu rural pastoral ou agricole. En tant que points d'ancrage dans un espace jusqu'alors de transhumance, ils révèlent une problématique majeure de l'étude des territoires pastoraux et de leur intégration. Leur évolution ne peut cependant pas être prise en compte par les outils statistiques que sont les recensements et les grandes enquêtes. D'une part, leur position change lorsque les conditions du marché l'imposent (ce qui témoigne d'ailleurs de leur flexibilité), d'autre part, leur importance locale n'est pas révélée par un nombre d'habitants, mais plutôt par leur zone d'influence. Comment doit-on alors les aborder ? Une approche basée sur la dichotomie ville/campagne paraît effectivement inappropriée pour rendre compte du processus d'urbanisation et des transformations qui s'opèrent entre les milieux ruraux pastoral et agricole. L'approche cartographique est-elle alors un moyen de sortir de l'impasse méthodologique créée par ces dynamiques particulières ?

<sup>21.</sup> Beaucoup d'instituteurs sont ainsi payés, non pas par le ministère de l'Éducation, mais directement par les communautés locales.

<sup>22.</sup> De développement au sens d'intégration : l'impact sur la production pastorale, par exemple, n'est pas ou très peu accompagné par le perfectionnement de la production (excepté peut-être par la diffusion de produits vétérinaires).

# **Bibliographie**

- ANDERSON D.M. et BROCH-DUE V., *dir.*, 1999 *The poor are not us: poverty and pastoralism in East Africa*. London: James Currey, 336 p. (Collection Eastern African Studies).
- BARBER J., 1968 Imperial Frontier: a study of the relations between the British and the pastoral tribes of the north east Uganda. Nairobi: East African Publishing House, 232 p.
- DIETZ T., 1987 Pastoralism in Dire straits, Survival strategies and external intervention in a semi arid region at the Kenya / Uganda border: Western Pokot, 1900-1986. Amsterdam: University of Amsterdam, Institut voor sociale geografie, 323 p. (Nederlandse Geografishe Studies; no. 49).
- HJORT A., 1990 Town based pastoralism in East Africa. *In*: BAKER R., *dir*. *Small town african studies in the rural interaction*. Uppsala: the Scandinavian Institute of African Studies, p. 143-160.
- HUCHON J., 2007 Les inégalités sont-elles facteurs de fragilité? *In*: CHATAIGNER J.-M. et MAGRO H., *dir. États et sociétés fragiles*: *entre conflits, reconstruction et développement*. Paris: Karthala, p. 75-90.
- HUCHON J., 2006 Combinaison des normes et pluralité des manifestations sécuritaires au Nord-Kenya : enjeux nationaux et réponses locales. *In* : BAGAYOKO-PENONE N. et HOURS, B., *dir. État, ONG et production de normes sécuritaires dans les pays du Sud.* Paris : L'Harmattan, Collection « Question Contemporaines », p. 251-268.
- HUCHON J., 2005 Le développement : substitut ou approche complémentaire de la sécurité ? *In* : Insecurity and Development : Regional Issues and Policies for an Interdependent World, *The European Journal of Development Research*, vol. 17, n° 3. p. 481-495.
- HUCHON J., 2004 *Intégration et conflits d'espaces : les dynamiques territoriales des Pokot (Nord-ouest du Kenya)*. Toulouse : Université Toulouse Le Mirail, 433 p. (Thèse de doctorat ; Géographie : Toulouse Le Mirail, 2004).
- KAZUAKI KURITA, 1982 A market on boundary: the economic activities of the Pokot and Marakwet in Kenya. *In : African Study monograph supplementary*, Nairobi: Institut for Development Studies (IDS), issue 1, p. 71-103.
- LITTLE P.D., 1985 Absentee Herd Owners and Part-Time Pastoralists: The political Economy of Resource Use in Northern Kenya. *Human Ecology*, n° 2, vol. 13, p. 131-151.
- SALIH M., 1995 Pastoralist migration to small towns in Africa. *In*: BAKER J. et TADEAKINAINA, *dir. The migration experience in Africa*. Uppsala: Nordiska Afrikainstitutet, p. 181-196.
- ZAAL F., Van TIENHOVEN I. et SCHOMAKER M., 1985 *Masol location, West Pokot District, Kenya.* Kapenguria : ASAL Programme, 41 p.

# Résumé |

La carte du nord-ouest du Kenya donne une image trompeuse de cette périphérie, faisant état d'une plaine vide de points de fixation et d'autres bourgs ruraux, à l'exception de centres de contrôle établis durant la conquête coloniale et qui ont aujourd'hui disparus sous la végétation ou dont la fonction reste encore strictement militaire. Pourtant, cette vaste plaine encadrée par les escarpements du Rift est loin d'être vide de lieux de référence. Cet article propose des pistes pour une nouvelle cartographie des centres du nord-ouest du Kenya. En phase avec l'élargissement de la notion de sécurité (tel que rappelé dans le rapport du PNUD de 1994, qui présente comme inter-dépendantes les notions de sécurité individuelle, sanitaire, environnementale, économique, alimentaire, politique, culturelle, sociale), il souligne l'importance de l'évolution des concepts du développement et des politiques associées. Il replace ainsi le dynamisme du développement local en milieu pastoral dans une perspective historique, et montre comment un espace de non-lieux peut se densifier sous l'impulsion de nouveaux acteurs.

**Mots-clés**: Kenya, Centre semi-urbain, sécurisation, intégration, développement agricole, ONG, pastoralisme, agro-pastoralisme, cartographie.

# Abstract —

# In the North Western Kenya, local development dynamics of the pastoral areas in its historical perspectives and change with the arrival of new local actors

The map of the north western Kenya presents a misleading picture of a large plain without any place or centre, except control and security centres established under the colonization time, which are nowadays shroud under the vegetation or which the function is still strictly military. Yet, this large plain surrounding the rift escarpments is a living environment for a local population with its own reference places. This article sketches out a new mapping of the north western Kenya. Following the enlarged definition of security (including individual, sanitary, economic, environmental, nutritional, political, cultural and social security as interdependent and inseparable), it illustrates the importance of the evolution of development concepts and public policies associated. It replaces the local development dynamics of the pastoral areas in its historical perspectives and shows how a map can change with the arrival of new local actors.

**KEYWORDS**: Kenya, Buying Centers, security, integration, development, NGO, pastoralism, agro-pastoralism, mapping.